REGARD SUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

janvier à mars 2012
NON CLASSIFIÉ

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2012
ISSN: 1923-8290

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Canada

Regard sur le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

- Résume les questions concernant le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes par groupes, activités et pays.
- Avise les lecteurs des nouveaux mécanismes financiers ou des technologies pouvant être exploités à des fins de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes au Canada.

Le Regard sur le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes présente une étude trimestrielle des nouveaux articles recueillis par l'Unité de macro-analyse et recherche de CANAFE. Les articles compris dans ce numéro sont parus entre janvier et mars 2012.

Caveat

Ce document comporte des résumés d'articles parus dans la presse et ne contient aucun élément d'analyse de la part de CANAFE. Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs originaux. CANAFE n'est pas responsable de l'exactitude, de l'actualité ni de la fiabilité du contenu. Une bibliographie des sources de renseignements utilisées se retrouve à la fin du document.

Blanchiment d'argent

→ Par groupes (p. 2)

- Des agents américains infiltrent le cartel de la drogue Beltran Levya (p. 2)

→ Par activités financières (p. 3)

- Un rabbin du New-Jersey est condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir recyclé des fonds par l'entremise d'organismes de bienfaisance (p. 3)
- Les propriétaires d'une compagnie de jouets sont condamnées pour avoir recyclé des produits de la drogue (p. 3)
- Deux hommes sont condamnés pour avoir recyclé une somme de 17 millions £ (26,8 millions $CA) (p. 4)
- Onze hommes sont mis en accusation pour trafic de cigarettes et blanchiment d'argent (p. 4)

→ Par pays (p. 5)

- L'Argentine cible le recyclage de fonds en lien avec le soccer (p. 5)
- Un ancien représentant du gouvernement haïtien est accusé de blanchiment d'argent (p. 6)
- L'ancienne première dame d'Égypte est accusée de blanchiment d'argent (p. 7)

Financement des activités terroristes

→ Par groupes (p. 7)

- Un groupe jeunesse musulman au Canada perd son statut d'organisme de bienfaisance pour avoir des liens présumés avec le terrorisme (p. 7)
- Des victimes du 11 septembre 2001 luttent pour récupérer une somme de 6,6 millions $US se trouvant dans un compte en lien avec Al-Qaïda (p. 8)
- Al-Qaïda doit épargner, maintenant que ses comptes ont été ciblés (p. 8)
- Al-Chabaab se joint formellement à Al-Qaïda (p. 9)
- Les sources de financement de Boko Haram révélées (p. 9)

→ Par activités financières (p. 10)

- Un homme de l'Ontario plaide coupable d'avoir aidé les Tigres de libération de l'Elam tamoul (p. 10)
- Un chauffeur de taxi de Chicago coupable d'avoir tenté de fournir une aide matérielle à Al-Qaïda (p. 11)
- Un trafiquant de drogue afghan en lien avec les Talibans (p. 11)
- Les FARC vendent du bétail volé pour financer leurs activités (p. 12)

→ Par pays (p. 12)

- Le Canada révèle sa première stratégie de lutte contre le terrorisme (p. 12)
- Les États-Unis désignent les bataillons kurdes d'Al-Qaïda et Jemmah Anshorut Tauhid (p. 12)
- Hezbollah admet recevoir de l'aide financière de l'Iran (p. 13)

Bibliographie (p. 14)

Blanchiment d'argent

PAR GROUPES

Des agents américains infiltrent le cartel de la drogue Beltran Levya : Des documents publiés par le ministère mexicain des Affaires étrangères, le 9 janvier dernier, révèlent la façon dont des agents d'infiltration américains de la DEA (Drug Enforcement Administration), travaillant en collaboration avec un informateur colombien et des représentants d'organismes d'application de la loi mexicaine, ont recyclé des millions de dollars en produits de la drogue afin d'infiltrer et de démanteler le cartel de la drogue Beltran Levya. Selon le *New York Times*, l'opération d'infiltration a commencé en janvier 2007, lorsque l'informateur colombien, prétendant être un blanchisseur de fonds, a communiqué avec les associés d'un fournisseur de cocaïne colombien, Harold Mauricio Poveda-Ortega. Des agents d'infiltration de la DEA ont prétendu être les associés du blanchisseur de fonds alors qu'il effectuait une série d'opérations de blanchiment d'argent qui lui ont permis d'avoir accès aux barons du cartel. Des témoignages compris dans les documents décrivent comment les représentants des forces de l'ordre ont effectué quinze virements électroniques vers des banques aux États-Unis, au Canada et en Chine. Un des agents d'infiltration prétendait être le propriétaire d'une entreprise et offrait ses comptes de banque aux trafiquants afin qu'ils y déposent les produits de la drogue et dispersent ces fonds. En juin 2007, les trafiquants ont utilisé cette méthode, transférant ainsi à leur insu une somme de 1 million de dollars US, sur une période de quatre jours, de bureaux de change mexicains vers un compte ouvert par la DEA à la succursale de Dallas, Texas, de la Bank of America. L'informateur a ensuite retiré l'argent sur les directives des trafiquants et la DEA a pris les mesures nécessaires pour le livrer à Panama. En août 2007, alors que le niveau de confiance entre les trafiquants et l'informateur augmentait, les trafiquants colombiens ont demandé l'aide de l'informateur pour recevoir une somme de 3 à 4 millions de dollars US devant être recyclée, dont une partie (environ 1,5 million de dollars US) a été récupérée par un agent d'infiltration mexicain à Mexico. Selon les témoignages compris dans les documents, les trafiquants ont expliqué comment ils utilisaient différentes méthodes pour recycler les produits de la drogue, dont des cartes de débit prépayées et un compte appartenant à Herbalife, pour déplacer l'argent. Les témoignages ont également révélé comment les représentants de la loi mexicains, les agents antidrogues américains et l'informateur colombien ont travaillé ensemble pour passer en contrebande et recycler 2,5 millions de dollars US aux États-Unis et escorter au moins un chargement de cocaïne de Quito à Madrid, en passant par l'aéroport de Dallas. En octobre 2007, des agents de la DEA, prétendant être des pilotes, se sont dit prêts à transporter un chargement de 330 kilogrammes de cocaïne, valant 1000 $US par kilo, d'Équateur vers l'Espagne, à la demande de M. Poveda-Ortega et M. Beltran-Leyva, le chef du cartel mexicain. La cocaïne a été envoyée au cours d'une période de deux semaines, récupérée à Quito par des agents d'infiltration équatoriens, sa pureté vérifiée par les agents américains, avant d'être transportée à Madrid, où les autorités espagnoles avaient été alertées par la DEA et la drogue saisie peu après son arrivée. Les documents révèlent que des opérations transnationales contre le crime organisé peuvent prendre plusieurs années avant de porter fruit. Par exemple, M. Poveda-Ortega a été arrêté en 2010 au Mexique et M. Beltran-Leyva a été tué en 2009, lors d'une fusillade avec les forces de

sécurité mexicaines. L'opération d'infiltration de la DEA a fait l'objet de critiques à cause de la participation de l'agence au trafic de drogues et au recyclage de fonds avec ses homologues mexicains. Selon le *New York Times*, les critiques ont cité les risques inhérents que présentent les opérations internationales d'application de la loi, alléguant que la DEA facilitait le crime plutôt que de le combattre. Toutefois, la DEA a défendu ses activités dans un document daté du 9 janvier, alléguant qu'elle travaillait avec les autorités mexicaines dans des opérations d'infiltration depuis plusieurs années. La DEA a affirmé qu'ensemble, ils recueillaient et utilisaient de l'information sur les menaces à la sécurité des deux pays afin d'infiltrer et de démanteler les puissants cartels de la drogue.[1]

PAR ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Un rabbin du New-Jersey est condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir recyclé des fonds par l'entremise d'organismes de bienfaisance : Le 4 janvier, une « district court » du New Jersey a condamné le rabbin Eliahu Ben Haim à cinq ans d'emprisonnement pour le rôle qu'il a joué dans une opération internationale de blanchiment d'argent. Les documents de procédure ont révélé que, pendant trois ans, Ben Haim a utilisé des organismes voués au culte et à la bienfaisance pour recycler des fonds, d'un total d'environ 1,5 million de dollars US, pour un ami de la famille, Solomon Dwek, qui était, en réalité, un agent d'infiltration du gouvernement. En juillet 2009, le Federal Bureau of Investigations (FBI) avait donné plus de 3 millions de dollars US à Dwek pour qu'il les « recycle » dans le cadre d'une opération d'achat surveillé du gouvernement. Dwek avait déjà été arrêté dans le cadre d'une fraude bancaire de 50 millions de dollars US. Selon l'*Asbury Park Press*, Dwek a dit à Ben Haim que l'argent était le produit illicite d'une fraude bancaire, d'une fraude en matière de faillite et de la vente de sacs à main de mode de contrefaçon. Ben Haim a accepté de cacher et de recycler l'argent en échange d'environ 10 % de chacune des 35 opérations qu'il a effectuées entre octobre 2006 et juillet 2009. Sous la direction de Ben Haim, Dwek a émis plusieurs chèques, sous le prétexte qu'ils étaient des dons de charité, à l'ordre de différents organismes de bienfaisance exploités par le rabbin. Ben Haim déposait les chèques, moins sa commission de 10 %, dans les comptes de banque des organismes, lui permettant ainsi de réaliser 1 million de dollars en profit. Ben Haim transmettait ensuite l'argent de Dwek à des personnes physiques et morales dans différents pays, dont Israël, la Turquie, la Chine, la Suisse et l'Argentine. Un cocomploteur en Israël, connu uniquement sous les initiales I.M., rendait l'argent facile d'accès grâce à un réseau clandestin de transfert de fonds et à plusieurs bureaux de change exploités par trois hommes de Brooklyn. À ce jour, 30 personnes ont plaidé coupables à des accusations de blanchiment d'argent en lien avec cette opération. Quatre autres personnes ont été condamnées lors du procès.[2]

Les propriétaires d'une compagnie de jouets sont condamnées pour avoir recyclé des produits de la drogue : Le 31 janvier, les sœurs Meichun Cheng Huang et Ling Yu ont été condamnées à 37 mois d'emprisonnement pour avoir utilisé leur compagnie de fabrication de jouets en Californie, Angel Toy Company, pour recycler de l'argent au profit de cartels de la drogue mexicains et colombiens. Selon le *Los Angeles Times*, Huang et Yu avaient utilisé la compagnie dans le cadre d'un stratagème d'échange de pesos sur le marché noir, recyclant les produits de la drogue par l'entremise de leurs comptes de

banque légitimes aux États-Unis, en échange de pesos colombiens. Les passeurs des cartels déposaient d'importantes sommes en espèces au quartier général d'Angel Toy Company. L'argent était déposé dans les comptes de banque de la compagnie, pour des sommes sous le seuil de déclaration de 10 000$ US. Comme signalés dans *Thomson Reuters*, les cadres d'Angel Toy Company viraient les fonds vers la Chine pour acheter des animaux en peluche et des poupées, qui étaient exportés en Colombie et vendus en échange de pesos locaux, qui servaient à payer les trafiquants de drogue. L'enquête a révélé que les cartels avaient déposé plus de 8 millions de dollars US dans les comptes de banque de la compagnie pendant une période de quatre ans. En plus d'une condamnation de 37 mois, Angel Toy Company a été tenue de payer une amende de 200 000 $US et Huang et Yu ont été tenues de remettre un million de dollars US au gouvernement.[3]

Deux hommes sont condamnés pour avoir recyclé une somme de 17 millions £ (26,8 millions $CA) : Le 25 janvier, le *Daily Mail Online* annonçait que Daniel Keenan et Andrew Barnett étaient condamnés à onze et six ans d'emprisonnement respectivement pour avoir recyclé 17 millions £ (26,8 millions de dollars CA) en produits illicites de la drogue. Le 26 novembre 2009, la police a arrêté Barnett avec 535 000 euros (environ 788 290 $CA) en coupures de 200 euros en sa possession. Keenan, soupçonné de blanchiment d'argent, a été arrêté quelques jours plus tard. L'enquête des services de police britanniques a permis de découvrir qu'en avril 2008, Keenan avait ouvert un compte auprès d'une entreprise locale de services monétaires, Interchange, en utilisant une identité volée, afin de recycler les produits de la vente de cocaïne et d'héroïne par l'entremise d'opérations de change. Entre avril 2008 et l'arrestation de Barnett, plus de 300 opérations avaient été effectuées à Interchange, où Keenan avait personnellement effectué 58 opérations totalisant 12 millions £ (18,9 millions de dollars CA), recevant une commission de 200 £ (315 $CA) chaque fois qu'il s'y rendait. L'argent était habituellement apporté à Interchange dans de grands sacs remplis de coupures de 20 £. Alors que l'enquête se poursuivait en décembre 2011, la police a découvert que les relevés du téléphone cellulaire de Keenan permettaient de le relier à Ian Kiernan, qui avait été condamné à 20 ans d'emprisonnement pour son rôle dans un des plus importants complots de trafic de drogue en Grande-Bretagne. Les relevés ont permis de découvrir que Keenan était en contact constant avec Kiernan, qui était en libération conditionnelle, sauf pour une journée, où des opérations de plus de 400 000 £ (630 686 $CA) avaient été effectuées à Interchange. Bien que Keenan et Barnett croyaient à l'origine qu'ils recyclaient les produits illicites de paris sur des courses de chevaux, ils ont admis plus tard qu'ils savaient que l'argent provenait de transactions de drogues.[4]

Onze hommes sont mis en accusation pour trafic de cigarettes et blanchiment d'argent : Le 22 janvier, le *Post and Courier* de Charleston signalait que Khaled Fadel Ibrahim, Nasser Alquza et Kamal Z. Qazah étaient accusés, avec huit autres hommes, d'avoir orchestré une opération présumée de trafic de cigarettes et de recyclage de fonds en Caroline du Nord et en Caroline du Sud. L'acte d'accusation précisait que les hommes avaient comploté pour recevoir et transporter plus de 400 000 cartouches de cigarettes qu'ils croyaient avoir volées des camions de Virginie et du Tennessee. Ils avaient plutôt acheté, sans le savoir, des cigarettes d'agents d'infiltration pour une somme de 7,5 millions de dollars US. Selon l'acte d'accusation, des

organisations criminelles achètent des cigarettes en lots d'États où les taux d'imposition sont faibles, comme la Caroline du Nord et la Caroline du Sud, et les transportent illégalement vers des États où les taux d'imposition sont élevés, comme New York, où ils peuvent les vendre sans payer les taxes de vente et générer ainsi des revenus importants. Comme l'annonçait le *Charlotte Observer*, l'enquête portant sur les onze hommes a commencé en août 2009, lorsque les autorités ont découvert qu'un des accusés comptait acheter des cigarettes sous le prix du marché pour les revendre dans un autre État. En septembre 2009, un agent d'infiltration a abordé un homme, Khaled Fadel Ibrahim, et lui a dit avoir volé des cigarettes Marlboro d'un camion en Virginie. Des agents d'infiltration ont alors rencontré un homme, Kamal Z. Qazah, qui leur a offert d'acheter les cigarettes volées et de les revendre pour un profit de 300 à 600 $US par caisse. En avril 2010, après que les agents d'infiltration aient demandé de l'information sur la façon de recycler des fonds, Qazah leur a présenté son oncle, Nasser Alquza, qui était censé pouvoir blanchir une somme de 100 000 $US à quelques mois d'intervalle. Pour une commission de 6 %, Alquza a accepté d'écrire des chèques en échange d'argent comptant pour recycler les produits des cigarettes volées, utilisant ses entreprises légitimes pour camoufler les opérations illicites. Le *Charlotte Observer* signalait que les agents étaient censés avoir donné à Alquza 250 000 $US en échange de six chèques personnels, de vingt chèques commerciaux d'un magasin Subway à Mount Pleasant et de trois chèques de tiers totalisant 212 500 $US. Alquza gardait ainsi une somme de 37 600 $US à titre de paiement. Le *Post and Courier* annonçait qu'Alquza avait indiqué aux agents d'infiltration qu'ils devaient ouvrir une société par actions à responsabilité limitée en n'utilisant qu'un prénom afin d'être en mesure de conclure des contrats entre la société et ses propres entreprises. Le *Post and Courier* de Charleston signalait que les accusés étaient censés avoir révélé différentes méthodes de recyclage de fonds aux agents d'infiltration tout au long de l'enquête. Alquza a dit aux agents qu'il avait des comptes à l'étranger, à Londres, à Paris et en Jordanie, qu'il avait déjà utilisé pour blanchir de l'argent provenant de la vente de préparations pour nourrissons volées pour une somme de plus de 100 000 $. Pour éviter les soupçons, il ne blanchissait des fonds que pendant deux ou trois ans par l'entremise de ces comptes et transférait les fonds aux États-Unis, en précisant qu'il s'agissait de produits de la vente de propriétés. Alquza a indiqué aux agents d'infiltration qu'il était en mesure de camoufler l'origine des fonds en déposant l'argent quotidiennement, en sommes de 5000 $US ou 6000 $US, dans les comptes d'une de ses 30 entreprises. Qazah avait également offert des services de recyclage de fonds aux agents par l'entremise de son parc d'autos, 7 Stars Auto Sales, et de deux stations-service dont il était propriétaire. Il a expliqué aux agents qu'il achetait des voitures qu'il retournait le même jour, déposant l'argent dans son propre compte de banque. Si condamnés, les accusés peuvent faire face à un maximum de dix ans d'emprisonnement pour des accusations de complot et de réception de biens volés, en plus d'un maximum de vingt ans pour des accusations de blanchiment d'argent.[5]

PAR PAYS

L'Argentine cible le recyclage de fonds en lien avec le soccer : Le 15 février, l'*Associated Press* signalait l'introduction de nouveaux règlements par le gouvernement de l'Argentine pour lutter contre le blanchiment d'argent en lien avec le soccer. Suite à l'étude

de 2009 du Groupe d'action financière (GAFI), intitulée *Money Laundering through the Football Sector*, l'Argentine Financial Information Unit a publié de nouveaux règlements exigeant que les clubs de soccer de l'Argentine fournissent des rapports détaillés sur les opérations financières qu'ils effectuent. Le rapport de 2009 du GAFI citait les défis que l'industrie du soccer devait relever, dont les vulnérabilités au blanchiment d'argent, à l'évasion fiscale, aux paris illégaux, à l'exploitation, à la corruption et à d'autres crimes. Dans un effort pour lutter contre ces crimes, les nouveaux règlements stipulent que l'Argentine Football Association et tous les clubs des deux principales divisions doivent remplir des rapports sur toutes les personnes et les entreprises avec lesquelles ils font affaire, y compris les employés, les personnalités des médias, les investisseurs, les agents et les représentants gouvernementaux. Les nouveaux règlements exigent également que les primes, les prêts et les affaires, y compris celles avec des membres de la famille, soient maintenant déclarés en plus de la déclaration habituelle du salaire des représentants, des joueurs et des employés qui gagnent plus de 60 000 pesos (13 800 $US) par année. La quantité croissante d'argent investi dans l'industrie argentine du soccer a accru le risque d'opérations financières ayant des liens avec le crime. Les nouveaux règlements visant à lutter contre les stratagèmes de blanchiment d'argent dans l'industrie du soccer comprennent des pénalités pour le non-respect, variant entre 23 000 $US et dix fois le montant d'argent concerné. Ces règlements représentent les efforts déployés par l'Argentine pour ne pas faire partie de la liste du GAFI de compétences ayant des défaillances stratégiques au régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes et qui n'ont pas réalisé suffisamment de progrès quant au traitement de ces défaillances.[6]

Un ancien représentant du gouvernement haïtien est accusé de blanchiment d'argent : Le 12 mars, un jury fédéral de la Floride a accusé Jean René Duperval, un ancien directeur de la compagnie de télécommunications publique d'Haïti, de 19 chefs de blanchiment d'argent et de deux chefs de complot visant à recycler des fonds. Le département de la Justice des États-Unis a annoncé qu'entre 2003 et 2006, Duperval avait accepté 500 000 $US en paiements illicites de deux compagnies de télécommunications de Miami contre des avantages d'affaires auprès du seul fournisseur d'Haïti de services téléphoniques conventionnels, Télécommunications d'Haïti S.A.M. (Haïti Teleco). Le *Miami Herald* signalait que les deux compagnies de téléphone, Terra Telecommunications Corp. et Cinergy Télécommunications Inc., avaient payé Duperval pour obtenir des services interurbains à tarif réduit et pour s'assurer du renouvellement de leurs contrats avec Haïti Teleco. Selon l'*Oregon Live*, les deux compagnies ont envoyé des paiements à deux sociétés fictives du sud de la Floride enregistrées auprès du frère et de la sœur de Duperval, ainsi que de faux documents précisant que les paiements étaient pour des services de consultation ou pour des minutes internationales des É.-U. vers Haïti, qui n'ont jamais été fournies. La sœur de Duperval, Marguerite Grandison, a émis des chèques à Duperval à partir de sa société fictive, Telecom Consulting, qui ont été ensuite déposés dans ses propres comptes de banque locaux, indiquant faussement que l'argent avait été reçu en guise de paie ou de commissions. Duperval a été condamné, le 21 mai 2012, à une sentence maximale de 20 ans d'emprisonnement et à une amende de 50 000 $US, ou le double de la valeur du

bien concerné dans chacune des opérations, selon le montant le plus élevé.[7]

L'ancienne première dame d'Égypte est accusée de blanchiment d'argent : Le 19 janvier, un média égyptien a annoncé que des représentants suisses avaient accusé l'ancienne première dame d'Égypte, Suzanne Mubarak, et son adjointe, Aliya Bedary, de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale pour une valeur pouvant atteindre 962 millions de dollars US. L'argent provenait de dons faits à la *Women for Peace Foundation*, une organisation que M^me^ Mubarak avait mise sur pied à Genève et qui a été gelée par le gouvernement suisse. L'enquête a révélé que l'organisation de M^me^ Mubarak était censée avoir reçu 1,23 milliard de dollars US entre mai 2006 et décembre 2010, qui avaient été déposés directement en son nom, sans mention de l'organisation. Le procureur général de la Suisse a accusé M^me^ Mubarak d'avoir enfreint la loi en agissant de concert avec Bedary pour retirer une somme de 191 millions de dollars US de la société après le retrait d'Égypte du régime Mubarak, en février 2011. Selon le média égyptien *Bikya Masr*, on croit que les fonds illicites ont été transférés à une banque à Panama, puis dispersés entre un certain nombre de banques dans les îles Caïmans, 72 heures plus tard. Seize membres de l'organisation font l'objet d'une enquête par les autorités suisses.[8]

Financement des activités terroristes

PAR GROUPES

Un groupe jeunesse musulman au Canada perd son statut d'organisme de bienfaisance pour avoir des liens présumés avec le terrorisme : Le 11 février, l'organisation de jeunes musulmans, la World Assembly of Muslim Youth (WAMY), a vu son statut d'organisme de bienfaisance révoqué après qu'une enquête de l'Agence du revenu du Canada (ARC) ait décelé un lien entre le groupe et un certain nombre d'organisations qui étaient censées financer des activités d'Al-Qaïda partout dans le monde. Un article paru le 6 mars dans le *National Post* révélait qu'à l'été 2011, une lettre d'avertissement, de l'ARC accusait l'organisation de Toronto de faciliter l'atteinte des objectifs et les activités de son organisation d'attache, WAMY en Arabie saoudite, qui était censée avoir des liens avec le terrorisme. Selon l'article, la vérification effectuée par l'ARC a permis de découvrir que WAMY (Toronto) avait omis de se distinguer de WAMY (Arabie saoudite) et de distinguer ses activités de celle-ci, qui était censée avoir pris des décisions financières et opérationnelles pour l'organisation de Toronto. La vérification a également permis de découvrir que WAMY (Toronto) semblait avoir le même directeur, les mêmes coordonnées et le même compte de banque que le Benevolence International Fund (BIF) au Canada. En 2002, le gouvernement canadien a gelé les biens de BIF-Canada après avoir relié Oussama ben Laden à l'organisation alors qu'il tentait d'obtenir des armes nucléaires et chimiques. La vérification de l'ARC a permis de découvrir que WAMY (Toronto) avait transféré 50 246 dollars US aux États-Unis en 2001. L'organisation, ainsi que BIF-Canada, a été ajoutée à la liste du Comité des sanctions contre Al-Qaïda et les Talibans du Conseil de sécurité des Nations Unies en novembre 2002 pour avoir des liens avec Al-Qaïda. La vérification citait également des témoignages de consultants contre le terrorisme, devant le comité du Sénat américain, affirmant que ben Laden avait ciblé WAMY à titre de source principale de financement et d'activités de levées de fonds

pour Al-Qaïda en 1993. De plus, selon la vérification, le directeur de BIF-Canada et de BIF-USA a admis avoir utilisé l'organisme de bienfaisance pour aider financièrement des personnes participant à des activités violentes à l'étranger dans le cadre d'une transaction pénale en 2003.[9]

Des victimes du 11 septembre 2001 luttent pour récupérer une somme de 6,6 millions $US se trouvant dans un compte en lien avec Al-Qaïda : Le 3 mars, le *Chicago Tribune* annonçait une bataille juridique entre le département de la Justice des États-Unis et les victimes du 11 septembre 2001 concernant un compte relié à Al-Qaïda et comptant 6,6 millions de dollars US. Selon l'article, en 2005, Abu al Tayyeb, qui avait déjà combattu comme moudjahiddin et levé des fonds pour Al-Qaïda, avait déposé une somme de 24 millions de dollars US dans un compte à Chicago, après avoir converti l'argent de riyals saoudiens et l'avoir transféré par l'entremise d'un compte en Espagne. L'argent avait ensuite transigé sur le marché à terme par l'entremise d'une maison de courtage de Chicago où, en 2006, l'ensemble de la somme, sauf 6,6 millions de dollars US, a été perdu à cause de mauvaises décisions. Selon le *Chicago Tribune*, les victimes du 11 septembre 2001 luttent afin d'inclure cette somme de 6,6 millions de dollars US à leur poursuite en responsabilité contre le réseau et les partisans d'Al-Qaïda. La poursuite en instance, qui vise à saisir des milliards de dollars de personnes et d'entités en lien avec le réseau d'Al-Qaïda et ses partisans, tient compte du fait que, bien que le compte de la maison de courtage de Chicago ne comprenne pas une telle somme d'argent, c'est la première fois que de l'argent en lien avec le groupe est découvert depuis les attaques du 11 septembre. Toutefois, en 2011, le Bureau du procureur général à Chicago a introduit une instance pour saisir cet argent à titre de biens en lien avec le terrorisme, alors que les procureurs ont fait valoir que les victimes n'avaient pas droit à cet argent. Les procureurs ont insisté pour que l'argent soit remis au secrétaire à la Justice, suggérant qu'il pourrait servir à de prochaines enquêtes sur le terrorisme, en plus d'être distribué aux victimes du 11 septembre 2001 et d'autres attaques terroristes. Les avocats représentant les victimes du 11 septembre n'ont pas encore annoncé comment l'argent sera utilisé s'ils remportent le droit de l'inclure à la poursuite en responsabilité.[10]

Al-Qaïda doit épargner, maintenant que ses comptes ont été ciblés : Le 9 janvier, *Bloomberg* annonçait que les récents efforts de lutte contre le terrorisme avaient obligé Al-Qaïda à réduire ses dépenses pour l'entraînement, le recrutement et autres activités, alors que son financement est de plus en plus visé. Citant la conférence de trois jours en Arabie saoudite sur le démantèlement du financement du terrorisme, *Bloomberg* signalait que la base d'Al-Qaïda au Pakistan avait reçu moins de financement de riches donateurs du golfe Persique depuis que les politiques de l'Arabie saoudite en matière de lutte contre le terrorisme avaient été élargies pour comprendre les modes de financement du terrorisme. L'affaiblissement du financement d'Al-Qaïda a ensuite obligé ses groupes de l'Afrique du Sud du Sahara, du Yémen et de l'Iraq à devenir plus autonomes, alors que les leaders de la base leur transféraient moins d'argent. La surveillance assurée par les représentants du renseignement américains a permis de découvrir de nombreuses plaintes de membres d'Al-Qaïda concernant le manque d'argent, alors que David Cohen, le sous-secrétaire du bureau contre le terrorisme et la criminalité financière des États-Unis,

annonçait que la base d'Al-Qaïda était dans une situation financière la plus faible depuis 2001. *Magharebia* annonçait que l'appauvrissement des fonds, la mort d'Ossama ben Laden et les efforts de lutte contre le terrorisme en Afghanistan et au Pakistan avaient obligé la base d'Al-Qaïda à se fier sur du financement provenant d'Al-Qaïda du Maghreb islamique (AQMI) pour retrouver sa crédibilité. Malgré la réputation de l'AQMI en matière de trafic d'armes, de drogues et d'enlèvements contre rançon, un rapport du Conseil de sécurité daté de février faisait valoir que ce besoin de lever des fonds était relié aux conflits de pouvoirs internes plutôt que pour orchestrer des attaques. Un article paru dans *Magharebia* le 26 janvier signalait que l'AQMI était beaucoup affaibli par des conflits internes, des ressources épuisées et la baisse du nombre de ses membres, ce qui fait dire à l'analyste en sécurité, Hamadi Ould Dah, que l'AQMI est incapable de fournir l'aide nécessaire à la base d'Al-Qaïda. Un rapport publié par l'*Institute of Studies on Conflict and Humanitarian Action* (IECAH) en février expliquait qu'alors qu'Al-Qaïda se tourne de plus en plus vers des activités criminelles pour réapprovisionner ses fonds, il s'éloigne de la justification idéologique de ses actions, affaiblissant encore davantage sa capacité à obtenir de l'aide des chefs religieux du Maghreb.[11]

Al-Chabaab se joint formellement à Al-Qaïda : Le 9 février, le leader d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a publié une vidéo dans laquelle il annonçait que le groupe terroriste était officiellement fusionné au groupe militant islamiste de la Somalie, Al-Chabaab. La vidéo, affichée sur des sites Web jihadistes, comprenait un enregistrement du leader d'Al-Chabaab, Ahmed Abdi Godane, connu sous le nom de Mukhtar Abu Zabair, prêtant allégeance au leader Zawahiri d'Al-Qaïda. Le *Telegraph* indiquait que cette fusion était une tentative pour encourager Al-Qaïda qui avait été affaibli par une série d'attaques par véhicules téléguidés et par la mort d'Ossama ben Laden au Pakistan, alors que *BBC News* annonçait que cette vidéo arrivait à un moment où Al-Chabaab était sous une pression croissante des forces du gouvernement et des armées régionales. En 2011, des troupes de l'Union africaine, avec l'aide des forces du gouvernement et appuyées par l'ONU, ont pris le contrôle de la capitale somalienne Mogadiscio, alors que des troupes du Kenya et d'Éthiopie pénétraient en Somalie en novembre 2011 pour obliger les militants islamistes à se replier. De plus, des correspondants de la *BBC* ont fait valoir que l'interdiction par Al-Chabaab des organismes d'aide étrangère pendant cette période de pénurie a empêché le groupe de recevoir beaucoup d'aide. L'analyste australien Leah Farrall a dit à *Reuters* que la fusion des deux groupes pouvait indiquer qu'Al-Chabaab a maintenant la permission d'Al-Qaïda pour entreprendre des attaques contre les pays occidentaux, permettant ainsi à Zawahiri de renforcer la présence et la crédibilité d'Al-Qaïda après une série d'attaques ratées. Malgré tout, la réaction des pays de l'Ouest quant à la vidéo a été dédaigneuse, alors que les analystes américains signalaient le manque de leadership efficace au sein d'Al-Qaïda et affirmaient que l'annonce n'était qu'une simple officialisation du lien entre Al-Qaïda et Al-Chabaab. Selon le *Telegraph*, Al-Chabaab a déjà beaucoup aidé Al-Qaïda et a annoncé ses liens idéologiques avec le groupe et sa fidélité à Zawahri. *Aljazeera* signalait que cette fusion permettait au groupe de recevoir de la formation et des conseils d'Al-Qaïda.[12]

Les sources de financement de Boko Haram révélées : Un article publié dans le

Nigerian Tribune le 13 février annonçait que les sources de financement du groupe militant islamiste Boko Haram étaient censées avoir été retracées à plusieurs organisations membres d'Al-Qaïda. Les membres du groupe ayant été arrêtés ont révélé que, bien que le financement de Boko Haram se limitait aux dons de ses membres, des liens de plus en plus étroits avec Al-Qaïda du Maghreb islamique (AQMI) avaient permis au groupe d'avoir accès à davantage de financement. Un rapport présenté à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) reliait les activités de Boko Haram à l'entraînement et à l'aide que le groupe recevait de l'AQMI. Le rapport spéculait qu'alors que les liens entre les deux groupes terroristes reposaient sur une idéologie commune, les activités transfrontalières de trafic de l'AQMI (une de ses principales sources de financement) pouvaient également avoir servi à réunir les deux groupes. Une enquête effectuée par les agents des services de sécurité de l'État du Nigeria et d'autres organismes locaux et internationaux a permis de découvrir que les liens du groupe avec l'AQMI étaient censés leur avoir permis de recevoir de l'aide financière du fonds al-Muntada, un organisme de bienfaisance du Royaume-Uni, et de la *Islamic World Society* en Arabie saoudite. Comme l'annonçait le *Nigerian Tribune,* le financement de Boko Haram pouvait également être retracé à plusieurs hommes d'affaires importants du Moyen-Orient, dont Babu Fugu, qui est un parent du fondateur du groupe, Mohammed Yusuf. Le groupe était également censé avoir reçu de l'aide matérielle d'un parrain dans l'État de Bauchi, qui était présumé avoir des liens avec Al-Qaïda en Somalie après avoir reçu de l'entraînement de son leader, Abu Umar Al-Wadud. Selon *Vatican Today,* un porte-parole de Boko Haram a fourni de l'information sur l'aspect économique et criminel du groupe à la police, signalant que les vols et le recyclage de voitures de grande valeur avaient été utilisés pour financer des activités et pour payer certains membres privilégiés du groupe.[13]

PAR ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Un homme de l'Ontario plaide coupable d'avoir aidé les Tigres de libération de l'Elam tamoul : Le 8 février, un ancien étudiant de l'Université de Waterloo, Ramanan Mylvaganam, a plaidé coupable dans une cour de l'État de New York à une accusation de complot visant à fournir de l'aide matérielle aux Tigres de libération de l'Elam tamoul (TLET). Selon le *National Post*, Mylvaganam était un des six hommes de l'Ontario arrêtés en 2006 pour avoir tenté de fournir des armes et de l'équipement aux TLET qui, au Canada et aux États-Unis, sont désignés à titre d'organisation terroriste étrangère. Myvaganam était censé avoir comploter avec Suresh Sriskandarajah pour acheter un logiciel de conception de sous-marin, d'une valeur d'environ 22 000 $US, d'une compagnie au Royaume-Uni. Il a également tenté de fournir aux TLET de l'équipement électronique, informatique et de communication, ainsi que de l'équipement de vision de nuit acheté d'une compagnie en Colombie-Britannique, auprès de qui il a affirmé que l'achat servirait à un projet universitaire dans le cadre de sa quatrième année. Suresh, également un ancien étudiant de l'Université de Waterloo, est censé avoir commencé à travailler pour les TLET alors qu'il participait à un programme coopératif au Sri Lanka, et est accusé d'avoir fourni aux membres du groupe de l'équipement d'aviation, un logiciel de conception de sous-marin et de navire de guerre et de l'équipement de communication. Suresh est également censé avoir recyclé des fonds pour les TLET et avoir expliqué aux membres comment passer des biens en

contrebande. Bien que Suresh n'ait pas plaidé coupable, son procès pourrait être compliqué par le fait que Mylvaganam a plaidé coupable, alors que les deux hommes sont censés avoir comploté ensemble pour acheter de l'équipement et offrir de l'aide aux TLET.[14]

Un chauffeur de taxi de Chicago coupable d'avoir tenté de fournir une aide matérielle à Al-Qaïda : Le 6 février, un chauffeur de taxi de Chicago, Raja Lahrasib Khan, a plaidé coupable à une accusation de tentative de fournir de l'aide matérielle à une organisation terroriste étrangère. En 2008, Khan avait commencé à travailler avec Ilyas Kashmiri, un leader terroriste du Pakistan soupçonné de travailler avec Al-Qaïda et de diriger des attaques contre le gouvernement indien. Un article paru dans la *Presse canadienne* signalait que Khan croyait que Kashmiri était sous les ordres d'Ossama ben Laden, l'encourageant ainsi à donner à Kashmiri une somme de 20 000 roupies pakistanaises (220 $CA) pour acheter des explosifs et faciliter ses attaques contre l'Inde. Selon *CBS Chicago,* le 23 novembre 2003, Khan a envoyé 77 917 roupies (850 $CA) au Pakistan, par l'entremise Western Union, et a demandé à une personne de remettre 25 000 roupies (270 $CA) à Kashmiri. Toujours selon la *Presse canadienne*, Khan a également accepté 1000 $US d'un agent d'infiltration afin d'acheter des armes et d'autre matériel pour aider Al-Qaïda. L'affidavit présenté après l'arrestation de Khan le décrivait également comme discutant sur écoute de la possibilité de cacher des sacs de bombes autour d'un stade, sans préciser lequel, bien qu'il ne soit pas accusé d'avoir tenté une telle attaque, car les procureurs se penchent plutôt sur les allégations de financement du terrorisme. Khan fera face à une condamnation recommandée de cinq à dix ans d'emprisonnement le 30 mai prochain.[15]

Un trafiquant de drogue afghan en lien avec les Talibans : Le 13 mars, un trafiquant d'héroïne afghan, ayant des liens avec les Talibans, a été accusé de trafic de drogue et de narcoterrorisme dans la District Court de Washington. En 2005, la Drug Enforcement Administration (DEA), avec l'aide des autorités afghanes, a entrepris une enquête de cinq ans sur Haji Bagcho, de la province de Nangahar en Afghanistan. Selon le département de la Justice des États-Unis, l'enquête a permis d'identifier Bagcho à titre d'un des plus importants trafiquants d'héroïne au monde, fabriquant la drogue dans des laboratoires secrets le long de la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, et distribuant la drogue dans plus de vingt pays, dont les États-Unis. Une fouille effectuée en 2007 dans une des résidences de Bagcho et de ses associés a permis de trouver un registre qui documentait la vente, par Bagcho, de plus de 123 000 kilogrammes d'héroïne en 2006, d'une valeur approximative de 250 millions de dollars US. Le département de la Justice américain a noté que, selon les statistiques sur la production d'héroïne en 2006 dont dispose l'Office des nations Unies contre la drogue et le crime, les ventes de Bagcho représentent 20 % de l'ensemble de la production mondiale pour cette année. L'enquête a permis de découvrir qu'une partie de ces produits avait été utilisée pour fournir de l'argent, des armes et d'autres matériaux à des membres importants des Talibans, y compris l'ancien gouverneur de la province de Nangahar et deux de ses commandants. En 2006, Bagcho a été mis en accusation pour avoir distribué de l'héroïne, tout en sachant que la drogue serait passée clandestinement aux États-Unis. Toutefois, ses liens avec les Talibans ont entraîné la modification de la mise en accusation, le 28 janvier 2010, pour y inclure une accusation de participation au trafic de drogue afin de fournir une valeur

pécuniaire à un terroriste ou à un groupe terroriste ou en sachant que tel était le cas. Lors de sa condamnation, le 12 juin, Bagcho fera face à une sentence minimum de vingt ans d'emprisonnement.[16]

Les FARC vendent du bétail volé pour financer leurs activités : Le 16 janvier, le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, a annoncé que les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) accroient leur utilisation de la vente de bétail pour financer leurs activités de sédition, alors que les profits de la vente de cocaïne déclinent. Comme signalés dans *Reuters,* les FARC, qui sont en lutte contre le gouvernement colombien depuis les années 1960, ont financé leur rébellion pendant des décennies grâce au contrôle de la production de cacao et à leurs liens avec des gangs de la drogue. Toutefois, une solide opposition de la part du gouvernement, avec l'appui de l'armée américaine au cours des dernières années, a affaibli les activités de trafic de drogues du groupe en Colombie, ce qui a entraîné Santos à suggérer que les FARC tentent maintenant de vendre du bétail volé d'autres régions du pays pour accroître leur financement. Toutefois, selon *CNN*, les FARC semblent apporter des changements à leurs méthodes de financement. Le 26 février, *CNN* a annoncé que le groupe libérerait dix otages gouvernementaux et cesserait ses activités d'enlèvement de civils contre rançon. Malgré tout, Santos ne semble pas voir cette nouvelle comme un indice d'un prochain accord de paix, alors que les FARC continuent d'organiser des embuscades et des bombardements en Colombie et ce, malgré leur état financier qui est censé être affaibli.[17]

PAR PAYS

Le Canada révèle sa première stratégie de lutte contre le terrorisme : Le 9 février, le ministre de Sécurité publique, Vic Toews, a dévoilé la première stratégie canadienne complète de lutte contre le terrorisme, intitulée *Renforcer la résilience face au terrorisme : stratégie antiterroriste du Canada.* La Stratégie vise à protéger le Canada, ses citoyens et ses intérêts contre le terrorisme national et international grâce aux quatre éléments suivants : empêcher, déceler, priver et intervenir. La Stratégie a ciblé les trois principaux éléments de la menace terroriste au Canada : l'extrémisme islamiste sunnite violent (au pays et à l'étranger), les autres groupes terroristes internationaux, comme ceux qui désirent utiliser le Canada à des fins de refuge, de financement et de recrutement, et l'extrémisme d'origine intérieure militant pour des causes précises, comme la suprématie blanche, l'anticapitalisme, les droits des animaux et l'environnementalisme. La Stratégie établit également les risques que peuvent rechercher les terroristes et leurs partisans pour exploiter les secteurs de technologie avancée et financiers et réorienter des ressources ou obtenir de l'aide financière et logistique pour leurs différentes causes.[18]

Les États-Unis désignent les bataillons kurdes d'Al-Qaïda et Jemmah Anshorut Tauhid : Le 5 janvier, le département d'État américain a désigné les bataillons kurdes d'Al-Qaïda (AQKB) comme des entités « terroristes internationales spécialement désignées » (Specially Designated Global Terrorist), gelant ainsi leurs biens en vertu des lois américaines et interdisant aux citoyens américains d'effectuer des transactions avec ce groupe. L'AQKB a été créé en 2007 et a publiquement déclaré son allégeance à d'autres groupes terroristes, dont Al-Qaïda et Al-Qaïda en Iraq. L'AQKB s'est opposé au gouvernement régional kurde et est responsable d'un certain nombre d'attaques contre des cibles kurdes en Irak. Le département d'État américain a également désigné le groupe indonésien Jemmah

Anshorut Tauhid (JAT) à titre d'organisation terroriste étrangère et d'entité « terroriste internationale spécialement désignée » le 23 février. Le groupe JAT a été déclaré responsable de nombreuses attaques contre des civils, la police, le gouvernement et le personnel militaire en Indonésie afin d'établir un califat islamique dans ce pays. En consultation avec le département de la Justice et le département du Trésor, le département d'État américain a interdit l'apport d'aide matérielle et de ressources au groupe JAT, et a depuis gelé tous les biens et les propriétés du groupe aux États-Unis.

Dans des nouvelles connexes, le 20 février, la Cour suprême de Turquie (Supreme Court of Appeals) a déclaré le syndicat des communautés kurdes (Kurdistan Communities Union (KCK)) comme étant un groupe terroriste, citant ses liens idéologiques, moraux, philosophiques et organisationnels avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). [19]

Hezbollah admet recevoir de l'aide financière de l'Iran : Le 7 février, le chef du groupe libanais Hezbollah, que le Canada a désigné à titre d'organisation terroriste, a publiquement reconnu avoir reçu de l'aide financière et matérielle de l'Iran. Cette histoire a été rapportée par *Thomson Reuters* qui cite le chef de Hezbollah, Sayyad Hassan Nasrallah, confirmant la réception d'aide matérielle « sous toutes ses formes possibles » de l'Iran depuis 1982. Bien que le Hezbollah ait déjà confirmé recevoir de l'aide morale et politique de l'Iran, la déclaration de Nasrallah est la première fois que le groupe admet recevoir de l'aide financière de ce pays, ayant attendu la déclaration publique de l'Iran à ce sujet pour faire sa propre déclaration. Bien que le groupe ait reçu de l'aide de l'Iran depuis sa création, Nasrallah a nié recevoir des ordres de ce pays et a signalé que le leadership iranien n'exigerait pas du groupe qu'il use de rétorsion si Israël attaquait les installations nucléaires iraniennes. Nasrallah a rejeté les accusations de blanchiment d'argent des É.-U. après que les procureurs américains aient accusé trois institutions financières libanaises en lien avec le Hezbollah d'avoir recyclé une somme de 240 millions de dollars américains par l'entremise du marché américain des véhicules d'occasion en décembre 2011. Le Hezbollah a également nié des accusations portées par la Drug Enforcement Administration (DEA) et qui indiquaient que le groupe participait à la distribution et à la vente de cocaïne en Afrique occidentale, affirmant que l'aide de l'Iran signifiait que le groupe n'avait pas à déployer des activités criminelles pour lever des fonds.[20]

BIBLIOGRAPHIE

1. « U.S. agents helped Mexican, Colombian drug traffickers launder millions of dollars ». *Associated Press*. 10 janvier 2012.

   Frieden, Terry. « DEA defends money-laundering operations with Mexicans ». *CNN*. 9 janvier 2012.

   Thomson, Ginger. « U.S. Agents Aided Mexican Drug Trafficker to Infiltrate His Criminal Ring ». *New York Times*. 9 janvier 2012.

2. « 5 years in prison for Deal rabbi; judge spares Dwek ally ». *Asbury Park Press*. 5 janvier 2012.

   « Prominent NJ rabbi gets 5-year prison term for hiding $1M in massive corruption case ». *Washington Post*. 4 janvier 2012.

   Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada. *Veille sur le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes : juillet-septembre 2009*. Gouvernement du Canada. Consulté en ligne.

3. « California women sentenced in toys for drug money scheme ». *Thomson Reuters*. 31 janvier 2012.

   « Los Angeles toy company owners get 37-month sentence for role in drug money laundering scheme ». *Canadian Press*. 31 janvier 2012.

   « Los Angeles toy company owners to be sentenced for role in drug money laundering scheme ». *Associated Press*. 31 janvier 2012.

   « Toy firm owners get 3 years in money laundering case ». *Los Angeles Times*. 31 janvier 2012.

   Hernandez, Salvador. « Toymakers sentenced in peso-laundering scheme ». *Orange County Register*. 31 janvier 2012.

4. Walford, Charles. « Underworld bankers who laundered £17 m of drug money are jailed after one is caught with £500,000 in a satchel ». *Daily Mail Online*. 25 janvier 2012.

5. « Men charged with cigarette scam in SC and NC ». *Associated Press*. 22 janvier 2012.

   Bird, Allyson. « Mount Pleasant man charged with trafficking cigarettes ». *Post and Courier*. 22 janvier 2012.

   Wright, Gary. « Alleged cigarette smugglers indicted in Charlotte ». *Charlotte Observer*. 28 janvier 2012.

6. « Argentina targets money laundering in football ». *Associated Press*. 15 février 2012.

   Groupe d'action financière. *Money Laundering through the Football Sector*. Paris : 2009. Consulté en ligne.

   Warren, Michael. « Argentina targets money laundering in soccer. ». *Associated Press*. 15 février 2012.

7. « Former Haitian phone official convicted of money laundering ». *Oregon Live*. 12 mars 2012.

Département de la Justice des États-Unis. « Former Haitian Government Official Convicted in Miami for Role in Scheme to Launder Bribes Paid by Telecommunications Companies ». Gouvernement des États-Unis, communiqué de presse. 13 mars 2012.

Weaver, Jay. « Ex-Haitian official faces money laundering charges in telecom-bribery trial ». *Miami Herald*. 5 mars 2012.

8. Ammar, Manar. « Swiss officials accuse Egypt's Suzanne Mubarak of money laundering, withdrew money after uprising ». *Bikya Masr*. 19 janvier 2012.

El Badry, Yousry. « Switzerland investigates allegations of Mubarak family laundering millions of dollars ». *Al-Masry Al-Youm*. 18 janvier 2012.

9. Boesveld, Sarah. « Canadian Muslim youth group tied to al-Qaeda stripped of charitable status ». *National Post*. 6 mars 2012.

10. Sweeney, Annie. « Feds, 9/11 survivors fight over $6.6 million in account linked to al-Qaida » *Chicago Tribune*. 3 mars 2012.

11. Idoumou, Raby Ould. « Desperate Al-Qaeda Seeking Funds From Maghreb Affiliate ». *Magharebia*. 4 mars 2012.

Katz, Ian and Walcott, John. « Al-Qaeda Members Gripe Over Cash Crunch as U.S. Targets Funding ». *Bloomberg*. 9 janvier 2012.

Oumar, Jemal. « AQIM replaces Sahara emir ». *Magharebia*. 26 janvier 2012.

12. « Al-Qaeda's 'morale boost' as it formally joins with Somalia's al Shabaab ». *The Telegraph*. 10 février 2012.

« Al-Shabab 'joins ranks' with al-Qaeda ». *Al Jazeera*. 10 février 2012.

« Al-Shabaab joining al Qaeda, monitor group says ». *CNN*. 9 février 2012.

« Qaeda leader says Somalia's Shabaab joins group ». *Thomson Reuters*. 9 février 2012.

« Somalia's al-Shabab join al-Qaeda ». *BBC News*. 10 février 2012.

13. « AFRICA/NIGERIA – 'There is evidence of links between Boko Haram and Al Qaeda in Islamic Maghreb' said a Nigerian general ». *Vatican Today*. 24 février 2012.

« Investigators track Boko Haram funding ». *United Press International*. 13 février 2012.

Adisa, Taiwo. « Boko Haram's funding traced to UK, S/Arabia – Sect planned to turn Nigeria into Afghanistan – Arrested kingpin opens up ». *Nigerian Tribune*. 13 février 2012.

Ndukong, Kimeng Hilton. « Nigeria: Boko Haram's funding Sources Uncovered ». *AllAfrica.com*. 14 février 2012.

14. « Ex-UW student pleads guilty in terror case ». *Canadian Press*. 9 février 2012.

Bell, Stewart. « Ontario man guilty of aiding Tamil terrorists ». *National Post*. 9 février 2012.

Posadzki, Alexandra. « Guilty plea in Tamil Tiger case ». *Toronto Star*. 9 février 2012.

15. « Chicago taxi driver pleads guilty to trying to send funds al-Qaida ». *Canadian Press*. 6 février 2012.

« North Side Cabbie Pleads Guilty to Trying To Aid Al Qaida ». *CBS Chicago*. 6 février 2012.

16. Lester, Will. « Taliban-linked Afghan convicted on drug charges ». *Associated Press*. 13 mars 2012.

Département de la Justice des États-Unis. « Haji Bagcho Convicted by Federal Jury in Washington, D.C., on Drug Trafficking and Narco-terrorism Charges ». Gouvernement des États-Unis, communiqué de presse. 13 mars 2012.

Wilber, Del Quentin. « Afghan man convicted of drug, narco-terrorism charges in U.S. court ». *Washington Post*. 13 mars 2012.

Wolf, Brett. « Afghan heroin trafficker helped finance the Taliban, federal jury finds ». *Thomson Reuters*. 14 mars 2012.

17. « Colombia's FARC: Some hostages to be freed; ransom kidnappings to stop ». *CNN*. 26 février 2012.

« Colombia's FARC Now Selling Cows to Fund Operations ». *Hispanically Speaking News*. 18 janvier 2012.

« Colombian guerrilla group selling cattle ». *United Press International*. 25 janvier 2012.

Fantz, Ashley. « Why would Colombia's FARC sell cows? ». *CNN*. 24 janvier 2012.

Kimball, Jack. « Colombia rebels selling cows as drug money drops: Santos ». *Thomson Reuters*. 16 janvier 2012.

Kimball, Jack. « Cows Being Sold For Drug Money By Colombian Rebels ». *Thomson Reuters*. 16 janvier 2012.

18. Cannon, Ellen. « U.S. Established Bureau of Counterterrorism ». *Chicago Homeland Security Examiner*. 4 janvier 2012.

Davis, Jeff. « Counterterrorism plan unveiled ». *Winnipeg Free Press*. 10 février 2012.

Sécurité publique Canada. « *Renforcer la résilience face au terrorisme : Stratégie antiterroriste du Canada* ». Gouvernement du Canada. Consulté en ligne.

Wark, Wesley. « At last, Canada has a counterterrorism strategy ». *Ottawa Citizen*. 13 février 2012.

19. « Court declares KCK an armed terrorist group ». *Anatolia News Agency*. 21 février 2012.

Département d'État des É.-U. « Terrorist Designation of Jemmah Anshorut Tauhid ». Gouvernement des États-Unis, communiqué de presse. 23 février 2012.

Département d'État des É.-U. « Terrorist Designation of the al-Qaida Kurdish Battalions ». Gouvernement des États-Unis, communiqué de presse. 2 janvier 2012.

20. Bassam, Laila. « Hezbollah says gets support, not orders, from Iran ». *Thomson Reuters*. 7 février 2012.